

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Dossier

Dossier: Volksinitiative «Jederzeit Strom für alle (Blackout stoppen)»

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Dossier: Volksinitiative «Jederzeit Strom für alle (Blackout stoppen)», 2022 - 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 17.05.2025.

Inhaltsverzeichnis

Le PLR propose de lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires	1
Permettre à nouveau la construction de centrales nucléaires (Mo. 22.3067)	1
L'énergie nucléaire au centre des débats	2
Eidgenössische Volksinitiative 'Jederzeit Strom für alle (Blackout stoppen)'	2
Construire des nouvelles centrales nucléaires et rallonger le temps d'exploitation des centrales en activité	4

Abkürzungsverzeichnis

EnG	Energiegesetz
ETHL	Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne
StromVG	Stromversorgungsgesetz
ETHZ	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

LEne	Loi sur l'énergie
EPFL	École polytechnique fédérale de Lausanne
LApEI	Loi sur l'approvisionnement en électricité
EPFZ	École polytechnique fédérale de Zürich

Le PLR propose de lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires

Kernenergie

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 24.01.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que depuis 2011 l'accident de Fukushima a transformé l'énergie nucléaire en une source d'énergie «non-fréquentable», les tensions et la forte volatilité sur le marché de l'énergie ont remis l'énergie nucléaire au cœur des débats sur la sécurité d'approvisionnement d'énergie en Europe. Par exemple, lors de la campagne présidentielle française, le président sortant Emmanuel Macron a souligné l'importance de l'énergie nucléaire dans l'approvisionnement en énergie de la France.

Du côté de la Suisse, le **PLR a proposé de lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires** afin de garantir la sécurité d'approvisionnement d'énergie en Suisse. Pour être précis, le président du PLR, Thierry Burkhart, estime que, pour faire face à la fois à la hausse des besoins en électricité, mais aussi prendre en compte l'objectif zéro émission de CO₂, les nouvelles technologies comme les centrales nucléaires de nouvelle génération sont indispensables au mix énergétique helvétique.

Cette proposition du PLR a fait couler beaucoup d'encre dans la presse helvétique. Tout d'abord, elle a créé des tensions au sein même du parti politique. En effet, les femmes PLR se sont opposées à cette mesure estimant qu'il s'agissait d'un «signal erroné et trompeur». Puis, plusieurs politologues se sont questionnés sur les conséquences électorales d'une telle orientation. S'il est évident que le PLR se rapproche de l'électorat de l'UDC, qui préconise l'implémentation de nouveaux réacteurs, une telle orientation dans le domaine de l'énergie pourrait également pousser certains partisans PLR à s'orienter vers les Vert'libéraux.

De manière générale, cette proposition du PLR a remis l'énergie nucléaire sur la table du mix énergétique helvétique. Si certains ont considéré qu'il était logique de ne pas fermer la porte aux nouvelles technologies, notamment les centrales nucléaires de nouvelle génération qui seraient plus économes en ressources naturelles et plus respectueuses de l'environnement, d'autres ont rappelé que ces technologies n'étaient pas encore matures. En outre, plusieurs experts estiment que la politique énergétique suisse doit s'interroger sur le poids du problème des déchets nucléaires face à l'urgence climatique.

Finalement, le conflit en Ukraine a rajouté dans l'équation le problème de la sécurité du nucléaire. Les craintes relatives à la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijjia, ou encore sur le site de Tchernobyl, ont ravivé des douloureux souvenirs qui ont certainement fait baisser la cote du nucléaire en Suisse, et en Europe. En parallèle, les sanctions occidentales relatives à l'approvisionnement en gaz et en pétrole russe ont mis en lumière la forte dépendance du nucléaire suisse vis-à-vis de l'uranium russe. Greenpeace s'est fait l'écho de cette dépendance et a souligné l'impact sur le réchauffement climatique de l'extraction d'uranium.¹

Permettre à nouveau la construction de centrales nucléaires (Mo. 22.3067)

Kernenergie

MOTION
DATUM: 16.06.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Si la presse helvétique s'est fait l'écho, au début de l'année 2022, de la volonté du PLR de remettre sur la table l'énergie nucléaire pour assurer l'approvisionnement en énergie en Suisse, le sénateur agrarien Hansjörg Knecht (udc, AG) a déposé une motion, au printemps 2022, pour **permettre à nouveau la construction des centrales nucléaires en Suisse**. Le sénateur argovien considère que le nucléaire est une solution technologique efficace, fiable et durable. Afin d'étayer son argumentation, il a critiqué les autres sources d'énergies. Premièrement, il estime que la progression trop lente des énergies renouvelables ne permet pas de compter sur cette source d'énergie ni à court, ni à moyen-terme. Deuxièmement, il précise que le bilan carbone des centrales à gaz est en inadéquation avec les objectifs d'émission de la Suisse. Finalement, il indique également que l'adoption de la motion ne doit pas enclencher immédiatement la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, mais plutôt supprimer les barrières à l'innovation et à la recherche dans le domaine du nucléaire. Il préconise donc une neutralité technologique.

Pour sa part, le Conseil fédéral a proposé de refuser la motion. Tout d'abord, il a

rappelé la décision de principe du peuple helvétique, en mai 2017, d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires lors de la votation sur la Stratégie énergétique 2050. Ensuite, il a précisé que plusieurs travaux étaient en cours, depuis début 2022, pour renforcer l'approvisionnement énergétique helvétique. Il a ainsi cité la simplification des procédures pour les installations hydroélectriques et éoliennes de grande ampleur, la création de centrales de réserve, ou encore la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI).

Lors du vote, la **motion** a été **balayée** par 24 voix contre 8 et 2 abstentions. Ce faible score confirme que la stratégie du retour de la carte nucléaire dans le mix énergétique suisse ne convainc pas l'ensemble des politiciens et politiciennes au sein même du PLR et de l'UDC.²

L'énergie nucléaire au centre des débats

Kernenergie

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 22.07.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Au printemps 2022, les nombreuses discussions sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique suisse ont remis sur la table la question de l'**énergie nucléaire**. Une étude a démontré que, face au risque de pénurie d'électricité, **un tiers des Helvètes seraient favorables à la construction de nouvelles centrales nucléaires**. D'après l'étude, ce pourcentage atteindrait même plus de 40 pour cent d'Helvètes favorables à une prolongation de l'utilisation des centrales nucléaires existantes.

Alors que le PLR s'est déjà emparé de la thématique, l'UDC n'a pas hésité à prendre le train en marche. Dans la presse, le président du parti a pointé du doigt la «dictature écolo», de la gauche et des Verts, qui mènerait à la «catastrophe énergétique». Dans une interview, Marco Chiesa (udc, TI), s'est montré favorable à une révision de la loi sur l'énergie (LEne) pour permettre la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse. Pour sa part, Doris Leuthard, architecte de la Stratégie énergétique 2050, a répondu dans la presse qu'il était impératif de maintenir le cap de l'objectif de la neutralité climatique en 2050, et que la décision populaire d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires devait être respectée.

En parallèle de ces discussions politiques, la guerre en Ukraine a mis en lumière la dépendance helvétique, mais également internationale, à l'uranium russe. Ainsi, un embargo européen sur l'uranium russe aurait de fortes conséquences sur l'approvisionnement électrique helvétique, notamment durant le prochain hiver 2022/2023.³

Eidgenössische Volksinitiative 'Jederzeit Strom für alle (Blackout stoppen)'

Kernenergie

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 29.08.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Un comité d'élus de partis de droite, et notamment du PLR, ainsi que des représentants et représentantes de l'économie ont lancé l'**initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)»**. L'objectif de l'initiative populaire est d'inscrire dans la Constitution que «toute forme de production d'électricité respectueuse du climat est autorisée». Une lecture entre les lignes indique que ce comité a pour objectif de lever l'interdiction de construire des centrales nucléaires. D'après les initiateurs.e.s, le pragmatisme doit primer dans le débat sur le nucléaire. Pour être précis, il estime que l'énergie nucléaire, qui représente plus de 30 pour cent de la consommation d'énergie en Suisse, est indispensable pour garantir la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. Si le comité insiste sur la nécessité d'encourager les énergies renouvelables, il considère que le nucléaire est une réponse adéquate à la tension entre production d'énergie et protection de l'environnement. Cette initiative populaire répond également à une étude publiée au printemps 2022 qui indiquait qu'un tiers des helvètes seraient favorables à la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Une alliance de parlementaires du PS, des Verts, des Vert'libéraux, du Centre et de quelques réfractaires du PLR a immédiatement publié un communiqué de presse pour s'opposer à l'initiative populaire. D'abord, le communiqué défend la Stratégie énergétique 2050, adoptée par la population helvétique en mai 2017. Puis, il critique une initiative populaire qui surfe sur une problématique actuelle de la Suisse mais

propose une solution qui ne sera opérationnelle que dans 15 à 20 ans, selon le temps de construction d'une centrale nucléaire. En outre, le communiqué souligne que le potentiel en énergie renouvelable n'a pas encore été atteint. Finalement, il précise que la technologie nucléaire n'est pas encore mûre et que des risques pour la population helvétique demeurent.⁴

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 19.03.2024
GUILLAUME ZUMOFEN

L'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)» a abouti. Après vérification, la Chancellerie fédérale a validé 125'830 signatures. Comme l'indique la presse helvétique, si cette initiative populaire ne cite pas explicitement l'énergie nucléaire, son objectif est d'autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires afin de sécuriser l'approvisionnement électrique de la Suisse. Dans les détails, le texte précise que « L'approvisionnement en électricité doit être garanti en tout temps. [...] Toute forme de production d'électricité respectueuse du climat est autorisée ».

Au final, la date de la votation dépendra du calendrier du Parlement, et de la volonté du ministre de l'énergie Albert Rösti de soumettre un contre-projet. Le parti écologiste a d'ailleurs déjà brandi la menace du référendum en cas de contre-projet.⁵

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 28.10.2024
GUILLAUME ZUMOFEN

Même si le Conseil fédéral, par l'intermédiaire de son ministre de l'énergie Albert Rösti, préconise le rejet de l'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)», l'exécutif souhaite quand même proposer un contre-projet indirect d'ici fin 2024 afin de sécuriser, à long-terme, l'approvisionnement énergétique en Suisse. L'objectif du **contre-projet indirect** sera non seulement de garantir la quantité actuelle d'électricité consommée sur le territoire helvétique, mais également de fournir une électricité respectueuse du climat et de l'environnement afin de répondre à l'objectif zéro émission nette à l'horizon 2050. Dans cette optique, le Conseil fédéral considère, tout comme le comité d'initiative, que toutes les technologies sûres, fiables et respectueuses du climat et de l'environnement doivent être sur la table des discussions. Face à cette réalité, il estime qu'il est indispensable de **lever l'interdiction de construire des nouvelles centrales nucléaires.**

Si cette prise de parole du ministre de l'énergie a fait l'effet d'une bombe dans la presse helvétique, elle n'est pour autant pas une surprise. Le retour de l'énergie nucléaire dans le débat politique, malgré l'adoption de la Stratégie énergétique 2050, s'est esquissé depuis quelques années, notamment sous l'impulsion du PLR et de l'UDC. Mais surtout, dès l'adoption, en juin 2024, de la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables, la question de la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, afin de répondre aux objectifs ambitieux de cette réforme de l'énergie, s'est dessinée sur les lèvres de nombreux parlementaires de droite. Alors que la gauche espérait que le tournant vers les énergies vertes fermerait définitivement le dossier du nucléaire, elle n'a pu que constater la stratégie du ministre de l'énergie Albert Rösti, qui a su gagner la campagne de la réforme de l'énergie contre son parti politique, avant de remettre définitivement le dossier du nucléaire sur la table comme souhaité par le PLR et l'UDC depuis quelques années.

La presse s'est agitée pour débattre à la fois des enjeux économiques, techniques et relatifs à la protection de l'environnement, discutant par exemple de la fiabilité des nouvelles technologies de production d'énergie nucléaire, mais aussi des enjeux démocratiques relatifs à la décision populaire, en 2017, d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires.⁶

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 20.12.2024
GUILLAUME ZUMOFEN

Le 20 décembre 2024, le **Conseil fédéral** a ouvert la **procédure de consultation** pour le **contre-projet indirect** à l'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)». Comme annoncé en août 2024, le gouvernement préconise le rejet de l'initiative populaire et propose un contre-projet indirect afin d'assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique sur le long-terme en Suisse. Selon le ministre de l'énergie, Albert Rösti, l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et les évolutions géopolitiques qui en découlent ont fondamentalement altéré les conditions-cadres dans le domaine de l'énergie. Si le Conseil fédéral confirme la prépondérance du développement de la production d'énergie renouvelable indigène, une volonté confirmée dans les urnes avec l'adoption de la loi fédérale pour un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables. Il estime qu'il est nécessaire d'abroger les interdictions de construire et de modifier des centrales nucléaires afin de «créer une assurance en matière d'approvisionnement en électricité». Selon le

ministre de l'énergie, la croissance démographique, l'électrification croissante et l'objectif zéro émission nette à l'horizon 2050 forcent la politique énergétique à **lever les interdictions relatives à l'énergie nucléaire** pour éviter une pénurie d'électricité. La procédure de consultation dure jusqu'au 3 avril 2025.

Même si la volonté du Conseil fédéral de lever l'interdiction du nucléaire n'est plus une surprise, l'ouverture de la procédure de consultation a fait réagir la presse helvétique. Les journaux ont parlé de «feu vert pour l'atome» et indiqué que le Conseil fédéral «persiste et signe». Mis à part les enjeux environnementaux et la remise en question de la volonté populaire du 21 mai 2017, la presse a souligné l'absence de débat sur les coûts et le financement d'une nouvelle centrale nucléaire. Si les Vert.e.s ont déjà annoncé le lancement d'un référendum, le PLR a déclaré que la levée de l'interdiction annulerait la «plus grande erreur de ces dernières années en matière de politique énergétique».⁷

Construire des nouvelles centrales nucléaires et rallonger le temps d'exploitation des centrales en activité

Kernenergie

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.09.2023
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que le risque d'une pénurie d'électricité plane dans les esprits et que la réforme de l'énergie (21.047) mise essentiellement sur les énergies renouvelables, il a suffi d'une **étude de l'ETHZ** pour mettre le feu à la poudre du nucléaire. Dans cette étude, mandatée par EconomieSuisse, l'ETHZ conclut que la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables ne permettra pas d'atteindre l'objectif de 45 TWh de production d'énergie renouvelable d'ici à 2050. Dans cette étude, les chercheurs et chercheuses présentent ensuite deux scénarios qui misent sur le nucléaire: **rallonger le temps d'exploitation des centrales nucléaires** existantes ou **construire une nouvelle centrale nucléaire** dès 2024.

Il n'en fallait pas plus pour que la droite et la gauche s'écharpent, à nouveau, sur le sujet du nucléaire. D'un côté, le PLR a saisi l'occasion de mettre en avant, comme depuis 2021, sa vision favorable au nucléaire avec notamment son initiative populaire «Stop au blackout». D'un autre côté, les Vert.e.s ont rapidement sorti de leur manche la critique d'une vision «opportuniste» à contre-temps de l'évolution de notre société. En outre, ce rapport est, d'une certaine manière, un contre-pied à une récente étude de la HES-SO et de l'EPFL qui indiquait que la Suisse pourrait atteindre l'indépendance énergétique d'ici à 2050. Une chose est sûre, le débat n'est pas clos.⁸

1) Blick, 3.1.22; AZ, TA, 5.1.22; WOZ, WW, 6.1.22; AZ, 15.1.22; AZ, TA, 22.1.22; 24H, Blick, TA, 24.1.22; TA, 26.1.22; WW, 27.1.22; NZZ, 28.1.22; 24H, 29.1.22; AZ, 1.2.22; TA, WOZ, 3.2.22; AZ, 7.2.22; TA, 9.2.22; AZ, 10.2.22; LT, NZZ, Republik, 11.2.22; AZ, TA, 12.2.22; AZ, NZZ, 14.2.22; TA, 19.2.22; CdT, Lib, 21.2.22; TA, 2.3.22; WW, 3.3.22; AZ, NZZ, WOZ, 10.3.22; CdT, 16.3.22; LT, 22.3., 28.3.22; 24H, AZ, 1.4.22; SGT, 5.4.22; LT, TA, 14.4.22; Blick, 19.4.22; 24H, 23.4.22; AZ, 25.4.22

2) BO CE, 2022, pp.627

3) TA, 2.5.22; AZ, 3.5., 11.5., 14.5., 30.5.22; SGT, 7.6.22; WW, 9.6.22; So-Bli, 26.6.22; Lib, 22.7.22

4) Résumé de l'initiative populaire « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) »; SoZ, 28.8.22; 24H, AZ, CdT, LT, Lib, TA, 29.8.22; 24H, 30.8.22; SoZ, 4.9.22

5) Communiqué de presse Chancellerie fédérale du 19.3.24; FF, 2024 652; 24H, 2.2.24; TA, 9.2.24; 24H, Blick, LT, Lib, TA, 17.2.24; Republik, 21.3.24; Lib, 2.4.24

6) Communiqué de presse CF du 28.8.24 (3).pdf; Blick, TA, 10.6.24; NZZ, TA, 11.6.24; Blick, TA, 12.6.24; Bund, WOZ, 13.6.24; TA, 14.6.24; LT, 15.6.24; NZZ, 19.7.24; WW, 25.7.24; NZZ, 13.8.24; TA, 14.8., 15.8., 16.8.24; TA, 20.8.24; NZZS, 25.8.24; LT, TA, 26.8.24; AZ, Blick, CdT, LT, Lib, NZZ, Republik, TA, WOZ, 29.8.24; AZ, Blick, CdT, LT, TA, 30.8.24; AZ, BU, LT, 31.8.24; NZZS, So-Bli, SoZ, 1.9.24; AZ, Lib, TA, 2.9.24; AZ, Bund, TA, 3.9.24; NZZ, 4.9.24; TA, WOZ, WW, 5.9.24; NZZ, 6.9.24; Lib, TA, 7.9.24; SoZ, 8.9.24; AZ, NZZ, 9.9.24; NZZ, 16.9.24; LT, TA, 18.9.24; TA, WW, 19.9.24; Lib, 20.9.24; So-Bli, 22.9.24; AZ, 23.9.24; LT, 25.9., 27.9.24; AZ, CdT, Lib, TA, 30.9.24

7) Communiqué de presse CF du 20.12.24; AZ, Blick, CdT, LT, Lib, TA, 21.12.24

8) 24H, 1.9., 7.9.23; NZZ, TA, 12.9.23; CdT, Lib, TA, 13.9.23; TA, 15.9., 16.9.23; SoZ, 17.9.23; CdT, 19.9.23; Lib, NZZ, 11.10.23; TA, 12.10.23; NZZS, 29.10.23